



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture



Organisation
mondiale de la Santé

LE DÉFI DE LA NUTRITION

LES SOLUTIONS DU SYSTÈME ALIMENTAIRE

- La malnutrition sous toutes ses formes demeure l'un des plus grands défis de notre génération.
- Les régimes alimentaires mal équilibrés sont une cause importante de malnutrition. Ils sont aujourd'hui responsables de plus de décès et d'incapacité chez les adultes que la consommation d'alcool et de tabac.
- L'un des facteurs qui contribuent à cette situation nutritionnelle est que nos systèmes alimentaires actuels ne favorisent pas les régimes alimentaires sains nécessaires à notre santé et à notre bien-être.
- Il existe des mesures efficaces pour promouvoir la transformation des systèmes alimentaires, de façon à favoriser une alimentation saine et à améliorer la nutrition.
- Des parlementaires venus des quatre coins du monde, réunis à Rome en novembre 2014 pour la deuxième Conférence internationale sur la nutrition (CIN2), ont souligné l'importance du dialogue parlementaire pour prévenir la malnutrition.
- Les parlementaires peuvent guider et surveiller les politiques publiques et les allocations budgétaires, de manière à favoriser la transformation des systèmes alimentaires.
- Les parlementaires sont bien placés pour faciliter la mise en œuvre des engagements pris par les pays à la CIN2, dans le cadre de la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition (2016-2025), et pour obtenir des principales parties prenantes qu'elles rendent compte de leurs actions.

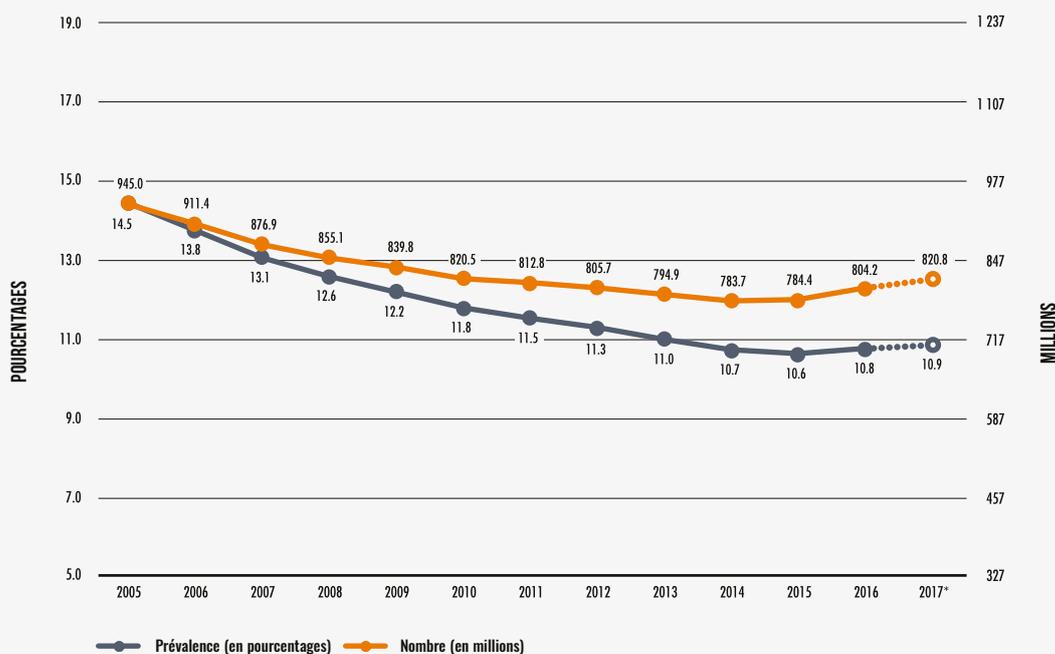
LE DÉFI DE LA NUTRITION ET LES SOLUTIONS DU SYSTÈME ALIMENTAIRE

La façon dont les aliments sont produits, commercialisés et mis à la disposition des consommateurs a considérablement changé au cours des 50 dernières années. Grâce aux nombreux progrès réalisés, les chaînes d'approvisionnement alimentaire sont devenues plus efficaces et ces améliorations se sont répercutées sur la sécurité alimentaire et la nutrition. Pourtant, la malnutrition sous toutes ses formes reste l'un des plus grands défis auxquels doit faire face notre génération, et la mauvaise alimentation est parmi les principales causes de décès et d'incapacité.

Dans certaines régions du monde, les gens ne mangent pas assez pour obtenir les calories, les vitamines et les minéraux dont ils ont besoin pour vivre en bonne santé, alors que dans d'autres, ils consomment bien plus d'aliments qu'il n'en faut pour leur santé et leur bien-être, ou simplement trop d'aliments à haute teneur en matières grasses, en sucres et/ou en sel.

La présente note décrit ce que les parlementaires doivent savoir sur la situation nutritionnelle mondiale actuelle. Elle montre comment nos systèmes alimentaires façonnent des environnements alimentaires qui, à leur tour, orientent les populations vers une alimentation mal équilibrée, laquelle est une des principales causes de malnutrition. Les parlementaires sont bien placés pour promouvoir des actions visant à transformer les systèmes alimentaires existants actuellement dans le monde. Cette note donne des exemples concrets des mesures par lesquelles les décideurs peuvent influencer les systèmes alimentaires de façon à promouvoir des régimes alimentaires sains et à prévenir la malnutrition sous toutes ses formes, y compris la dénutrition, le retard de croissance, l'émaciation, les carences en micronutriments, le surpoids, l'obésité et les maladies non transmissibles (MNT) liées à l'alimentation.

FIGURE 1: Prévalence et nombre de personnes sous-alimentées



Source: SOFI 2018¹

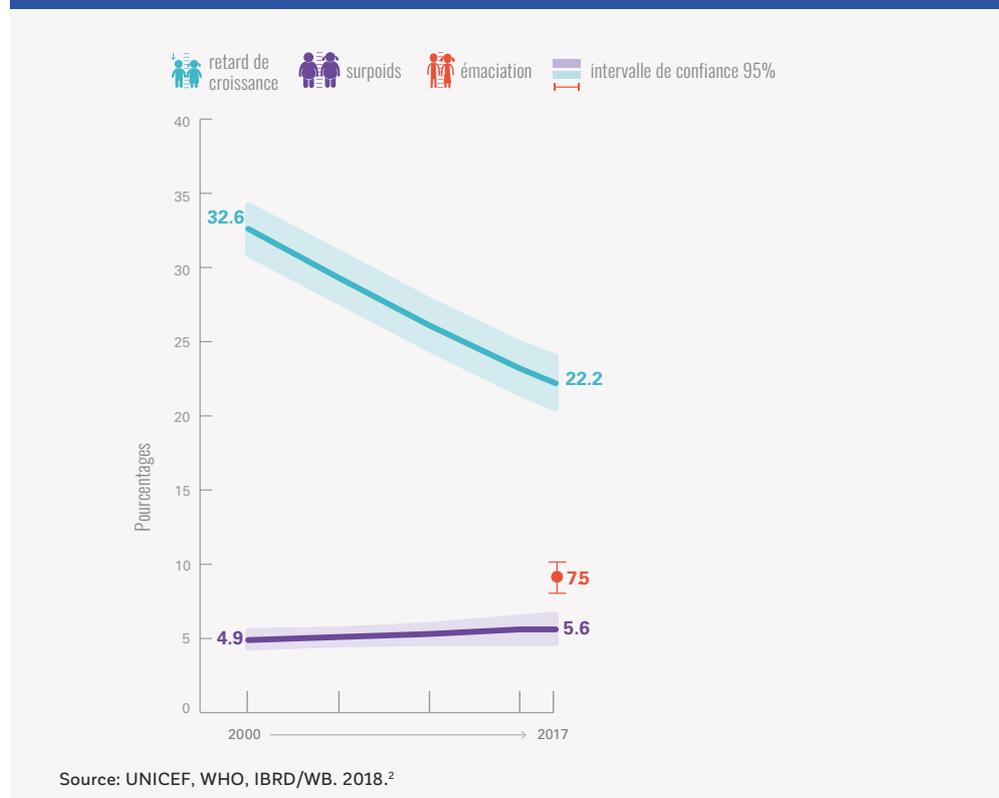
¹ FAO, FIDA, UNICEF, PAM et OMS. 2018. L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2018. Renforcer la résilience face aux changements climatiques pour la sécurité alimentaire et la nutrition Rome, FAO. www.fao.org/state-of-food-security-nutrition/fr

1. La situation nutritionnelle actuelle

1.1 La faim et la dénutrition

La faim a globalement reculé au cours des dernières décennies, mais depuis 2016 le nombre de personnes sous-alimentées dans le monde a augmenté (**Figure 1**). Les retards de croissance (faible taille par rapport à l'âge) chez les enfants de moins de cinq ans sont particulièrement préoccupants, car ils sont la conséquence souvent irréversible d'une nutrition inadéquate et d'infections répétées. D'après des données récentes, les retards de croissance sont en déclin, mais ils diminuent trop lentement (**Figure 2**). C'est d'autant plus inquiétant qu'un retard de croissance avant l'âge de deux ans peut compromettre les résultats cognitifs et scolaires plus tard. Un enfant trop petit pour son âge risque aussi de devenir obèse et de contracter des maladies non transmissibles au cours de sa vie.

FIGURE 2: Pourcentage d'enfants (de moins de cinq ans) en retard de croissance



1.2 Carences en vitamines et en minéraux

Dans le monde, plus de deux milliards de personnes ont des carences en vitamines et en minéraux. Ces carences sont appelées « faim cachée » car les personnes qui en sont affectées peuvent sembler en bonne santé et ne pas être conscientes de souffrir de la faim. Les conséquences n'en sont pas moins dramatiques. Ainsi, l'anémie affecte plus de 613 millions de femmes en âge de procréer dans le monde, et contribue de manière significative à la mortalité maternelle³. Bien que les causes de l'anémie varient, on estime que la moitié des cas sont dus à des carences alimentaires en fer, en vitamine B12 et/ou en acide folique. L'anémie maternelle accroît les risques de mortinatalité, de décès maternels et infantiles, de mortalité précoce des mères et des enfants et

² UNICEF, WHO, IBRD/WB. 2018. Levels and trends in child malnutrition: key findings of the 2018 Edition of the Joint Child Malnutrition Estimates. www.who.int/nutgrowthdb/2018-jme-brochure.pdf

³ OMS. 2014. Cibles mondiales de nutrition 2025: Note d'orientation sur l'anémie. www.who.int/nutrition/publications/globaltargets2025_policybrief_anaemia/fr/

d'insuffisance pondérale à la naissance, ainsi que d'anémie et de troubles de croissance et de développement chez les jeunes enfants. Elle a aussi un impact négatif sur la capacité physique des adultes au travail.

1.3 Surpoids et obésité

Dans le monde, près de deux milliards d'adultes sont en surpoids, et parmi ceux-ci 672 millions sont obèses⁴. L'obésité est en hausse partout dans le monde, mais dans certaines régions, comme l'Afrique, elle augmente plus rapidement. Les adultes ne sont pas les seuls à être affectés : en 2017, il y avait dans le monde 38 millions d'enfants de moins de cinq ans en surpoids⁵, un chiffre alarmant en hausse de 8 millions par rapport à l'an 2000. Le surpoids et l'obésité augmentent les risques de maladies non transmissibles, telles que cardiopathies, accidents vasculaires cérébraux, diabète de type 2, et certains cancers. Ces maladies sont économiquement coûteuses pour la société, en raison des frais de traitement élevés, de la perte de revenus et de perspectives de gains, et de la diminution de la productivité au travail. Par ailleurs, les personnes obèses peuvent aussi se sentir dévalorisées ou souffrir de dépression et d'isolement social.

Ces problèmes nutritionnels suscitent de sérieuses préoccupations, et constituent un défi majeur. Ils rendent nécessaire une action urgente et à grande échelle de la part des pays et de leurs partenaires, conformément aux engagements internationaux pris dans le cadre de la deuxième Conférence internationale sur la nutrition (CIN2, 2014), de la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition 2016-2025, et de l'Agenda 2030 pour le développement durable.

1.4 Les causes de la situation nutritionnelle actuelle

La malnutrition sous toutes ses formes a de nombreuses causes. La mauvaise qualité des régimes alimentaires en est une importante. Au cours des décennies récentes, les modes d'alimentation ont changé partout dans le monde. D'une part, la hausse des revenus dans certaines régions a conduit à une augmentation de la demande et de la consommation d'aliments riches en nutriments, comme les fruits et légumes, les céréales complètes et les produits de la mer. D'autre part, on a assisté à une augmentation parallèle - et plus rapide - de la consommation d'aliments et de boissons hautement transformés, souvent riches en matières grasses, en sucres et/ou en sel, ainsi que de viandes transformées⁵. Alors que dans les pays à revenu élevé ces changements se sont déjà accomplis, les pays à revenus faibles et intermédiaires leur emboîtent le pas très rapidement (**Figure 3**). Bien que l'alimentation devienne dans l'ensemble plus diversifiée, certaines denrées nécessaires à une alimentation saine - comme les fruits et les légumes - ne sont pas consommées en quantités suffisantes pour atteindre les apports recommandés.

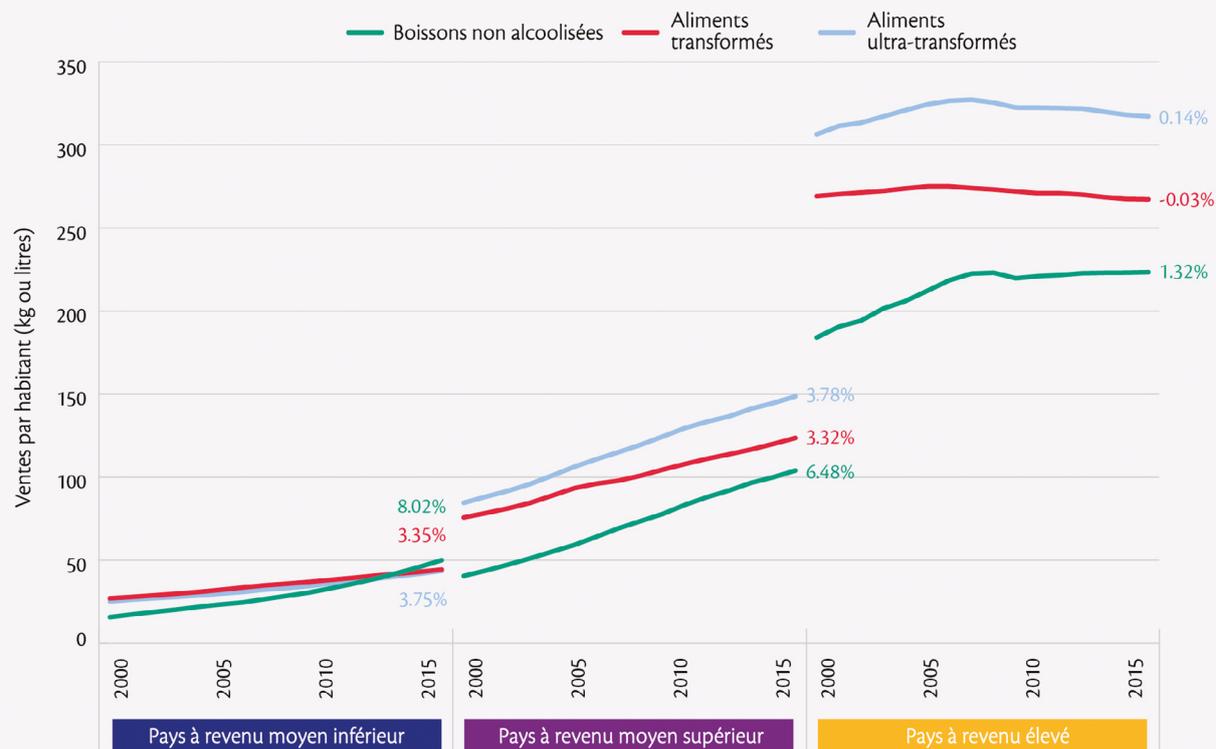
Un régime alimentaire sain est un régime qui répond aux besoins nutritionnels des individus en leur fournissant des aliments sûrs, diversifiés et en quantités suffisantes pour mener une vie active et réduire les risques de maladie. Il contient des fruits, des légumes, des légumineuses (ex: lentilles et pois), des fruits à coque et des céréales complètes (ex: maïs, mil, avoine, blé et riz brun non transformés), et peu de graisses (en

⁴ NCD Risk Factor Collaboration. 2017. www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC5735219/pdf/main.pdf

⁵ Inamura F., Micha R., Kathibzadeh S., Fahimi S., Powels J., Mozaffarian D. 2015. Dietary quality among men and women in 187 countries in 1990 and 2010: a systematic assessment. The Lancet, Volume 3, Issue 3, PE132-E142, March 01, 2015. www.ncbi.nlm.nih.gov/pubmed/25701991

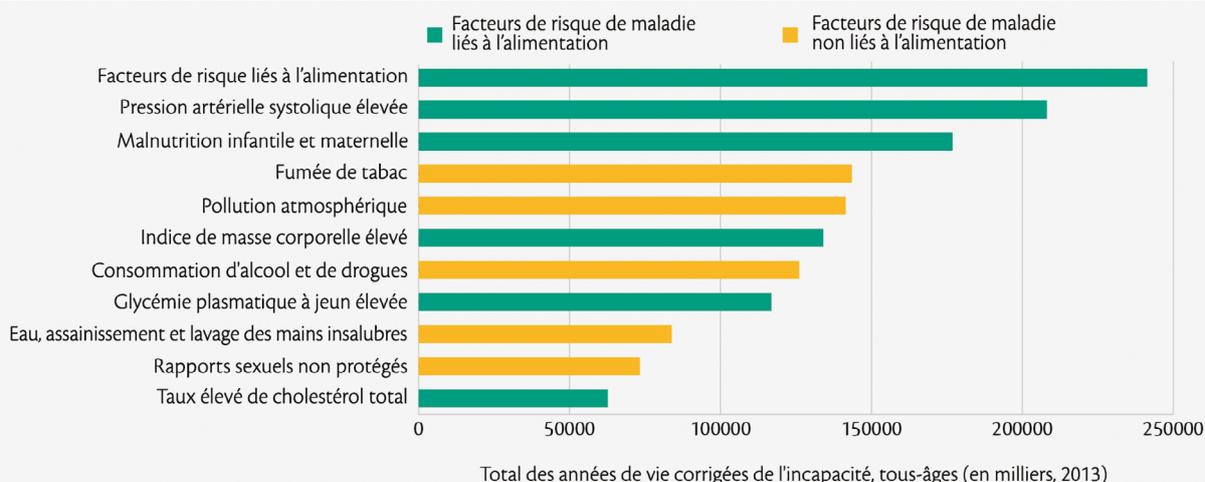
particulier saturées), de sucres libres et de sel⁶. Les régimes alimentaires déséquilibrés sont une importante cause de malnutrition. Ils sont aujourd’hui responsables de plus de décès et d’incapacité chez les adultes que la consommation d’alcool et de tabac (Figure 4).

FIGURE 3 : Évolution des ventes de boissons non alcoolisées, d’aliments transformés et d’aliments ultra-transformés, par habitant et par catégorie de revenu des pays, 2000-2015



Source: GLOPAN, 2016⁷

FIGURE 4 : Six des 11 principaux facteurs de risques à l’origine de la charge mondiale de morbidité sont liés à l’alimentation



Source: GLOPAN, 2016⁷

⁶ OMS (2018) Principaux repères : Alimentation saine, Genève www.who.int/fr/news-room/fact-sheets/detail/healthy-diet

⁷ Groupe mondial d’experts sur l’agriculture et les systèmes alimentaires au service de la nutrition. 2016. Systèmes et régimes alimentaires : Faire face aux défis du 21ème siècle. Londres (Royaume-Uni). www.glopan.org/foresight

2. Systèmes alimentaires

2.1 Pourquoi les régimes alimentaires changent-ils ?

Rôles de l'environnement et des systèmes alimentaires

Mis à part un certain nombre de facteurs liés aux modes de vie qui dérivent de l'urbanisation croissante, de l'élévation des revenus, et de l'augmentation du temps que les femmes doivent consacrer à leurs tâches⁸, ce que les gens mangent dépend dans une large mesure des aliments qui leur sont physiquement disponibles, des prix auxquels ceux-ci leur sont accessibles, et de leur degré d'acceptabilité culturelle et sociale.

L'environnement alimentaire est l'espace dans lequel les consommateurs entrent en contact avec le système alimentaire pour prendre leurs décisions concernant l'acquisition, la préparation et la consommation d'aliments. Cet environnement façonne les choix alimentaires des individus et influence leur état nutritionnel⁹.

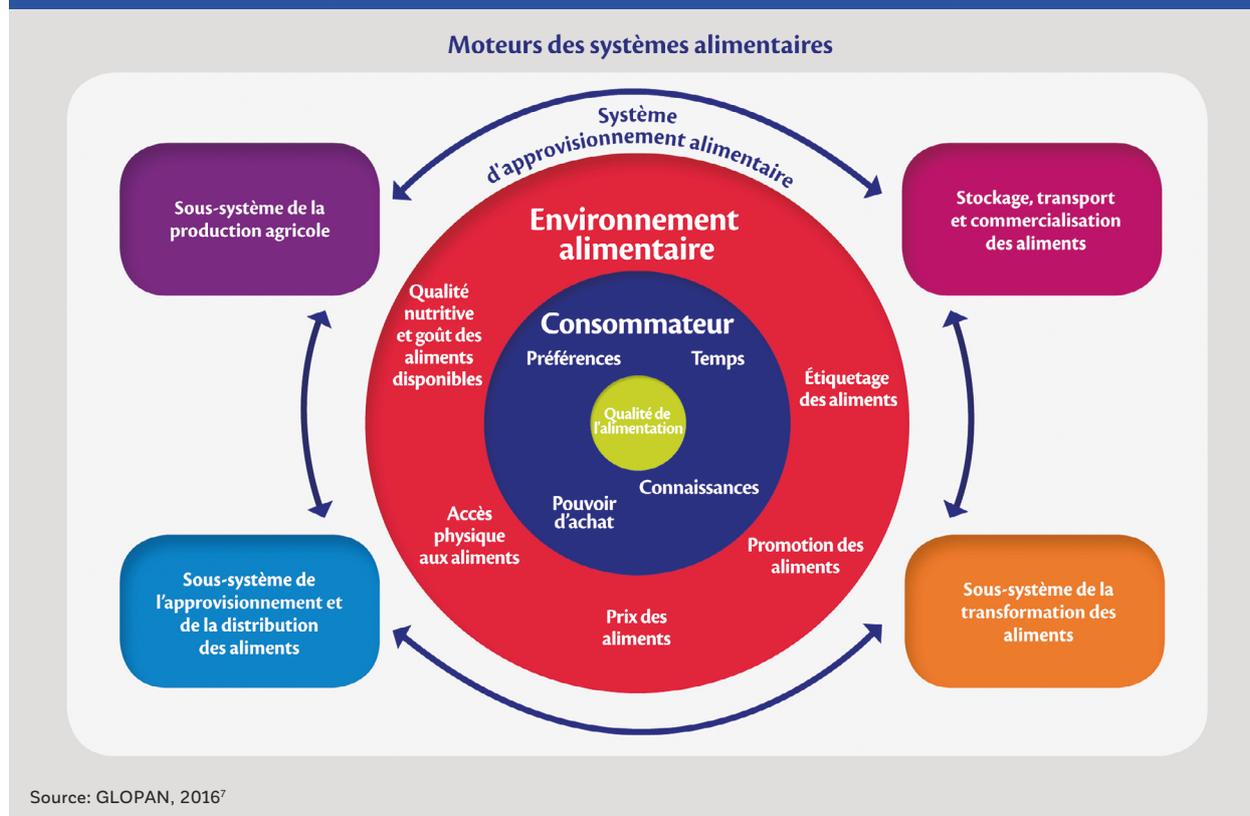
L'environnement alimentaire est influencé par tous les sous-systèmes d'un système alimentaire donné, tels que schématisé dans la **Figure 5**. Par exemple, les produits alimentaires transformés, à forte teneur énergétique mais souvent pauvres en vitamines et en minéraux, sont beaucoup plus facilement disponibles et souvent moins chers et donc plus accessibles que les aliments riches en nutriments, en raison des progrès technologiques et de la libéralisation du marché¹⁰. La production alimentaire industrielle a aussi conduit à l'emploi extensif de produits agrochimiques et d'antibiotiques potentiellement nocifs pour la santé. L'urbanisation rapide, souvent accompagnée d'une augmentation de la demande d'aliments prêts-à-consommer et hautement transformés, ne peut qu'exacerber ces tendances. Quant au changement climatique, il fait aussi peser une sérieuse menace sur l'ensemble du système alimentaire.

⁸ FAO. 2004. Globalization of food systems in developing countries: impact on food security and nutrition. FAO food and nutrition paper 83. www.fao.org/3/a-y5736e.pdf | Reardon, T., Tschirley, D., Dolislager, M., Snyder, J., Hu, C. & White, S. 2014. Urbanization, diet change, and transformation of food supply chains in Asia. East Lansing, Michigan State University, Global Center for Food System Innovation.

⁹ HLPE. 2017. Nutrition et systèmes alimentaires. Rapport du Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition du Comité de la sécurité alimentaire mondiale, Rome. www.fao.org/3/I7846FR/i7846fr.pdf

¹⁰ Popkin BM., Adair LS., Ng SW. 2012. Global nutrition transition and the pandemic of obesity in developing countries. *Nutrition Reviews*, 2012 Jan;70(1):3-21. www.ncbi.nlm.nih.gov/pubmed/22221213 | Monteiro CA., Moubarac JC., Cannon G., Ng SW., Popkin BM. 2013. Ultra-processed products are becoming dominant in the global food system. *Obesity Reviews*, 2013 Nov;14 Suppl 2:21-8. www.ncbi.nlm.nih.gov/pubmed/24102801

FIGURE 5: Liens entre les systèmes alimentaires, l'environnement alimentaire et la qualité de l'alimentation



2.2 Que peuvent faire les responsables politiques pour changer les systèmes alimentaires ?

L'une des causes de la situation nutritionnelle présente est que nos systèmes alimentaires actuels ne favorisent pas les régimes alimentaires sains nécessaires à notre santé et à notre bien-être. Aujourd'hui, le défi consiste à améliorer les environnements alimentaires en facilitant l'accès à des régimes alimentaires sains et abordables sur le plan financier, en particulier pour les groupes vulnérables. Les systèmes alimentaires jouent un rôle important dans toutes les formes de malnutrition. Leur contribution à la crise du surpoids et de l'obésité n'est sans doute pas encore appréciée à sa juste mesure, en particulier dans les pays qui étaient encore récemment aux prises avec la faim et la dénutrition. Actuellement, de nombreux responsables politiques de secteurs autres que celui de la santé n'ont probablement qu'une compréhension limitée de la nature et de l'ampleur des problèmes posés par les maladies non transmissibles (MNT), le surpoids et l'obésité. Or la prévention de l'obésité et des MNT exige que chacun de nous agisse à son niveau.

Les parlementaires sont bien placés pour guider et contrôler les politiques et les allocations budgétaires du secteur public. Ils peuvent aussi encourager l'adoption de mesures d'incitation et de désincitation appropriées pour que les entreprises et les consommateurs engagent une transformation des systèmes alimentaires en vue de favoriser une alimentation plus équilibrée.

Il existe des mesures efficaces pour promouvoir une alimentation saine et améliorer la nutrition. En fonction du contexte de chaque pays, diverses mesures politiques et législatives peuvent être prises dans le cadre des quatre différents sous-systèmes alimentaires (**Tableau 1**).

TABLEAU 1

Mesures susceptibles d'améliorer les environnements alimentaires de façon à favoriser une alimentation saine		
Sous-systèmes alimentaires	Mesures	Impact sur l'environnement alimentaire
Production agricole	<ul style="list-style-type: none"> Promouvoir des politiques et des investissements qui favorisent la diversification et la production d'aliments riches en nutriments (ex: fruits et légumes, légumineuses). Promouvoir le développement de chaînes de valeur pour les cultures vivrières riches en nutriments. Veiller à ce que les investissements dans la recherche agricole soient centrés non seulement sur les aliments de base mais aussi sur des cultures riches en nutriments. 	<p>Les mesures qui agissent simultanément sur plusieurs sous-systèmes alimentaires accroissent la disponibilité, l'abordabilité et la désirabilité des aliments riches en nutriments, tout en réduisant la disponibilité et l'abordabilité des aliments à haute teneur en matières grasses, en sucres et/ou en sel.</p>
Stockage, transport et commerce des aliments	<ul style="list-style-type: none"> Investir dans les transports et dans les infrastructures de la chaîne du froid pour réduire les pertes alimentaires. Encourager le commerce intérieur, les liaisons entre les zones rurales et les zones urbaines, les filières courtes (dans la mesure du possible) pour les aliments riches en nutriments, en particulier pour les fruits, les légumes et les fruits à coque. Abaisser les obstacles tarifaires et non tarifaires au commerce pour les fruits et les légumes, en particulier pendant les périodes de soudure, ou augmenter les droits de douane sur l'importation des aliments à haute teneur en graisses, en sucres et/ou en sel. 	
Transformation des aliments	<ul style="list-style-type: none"> Promouvoir des lois sur la reformulation des produits alimentaires. Prendre des mesures pour introduire des lois sur l'étiquetage alimentaire et nutritionnel. Fournir un appui à la création de fonds d'investissement pour les petites et moyennes entreprises en phase de démarrage qui produisent des aliments riches en nutriments. Mettre en place des incitations pour promouvoir des techniques de transformation propres à réduire les coûts et à accroître la valeur nutritionnelle des aliments. 	
Vente au détail et approvisionnement alimentaire	<ul style="list-style-type: none"> Soutenir des politiques visant à améliorer la sécurité sanitaire des aliments sur les marchés informels et les marchés des produits frais. Offrir des incitations par les prix pour encourager les vendeurs ambulants à utiliser des ingrédients d'une meilleure qualité nutritionnelle tout en respectant les normes de sécurité sanitaire des aliments. Imposer des taxes pour décourager la consommation des produits à haute teneur en graisses, en sucre et/ou en sel, comme les boissons avec sucre ajouté. Soutenir le réexamen des subventions alimentaires pour les étendre à des aliments tels que les fruits et légumes frais et les légumineuses et abaisser leur prix à la consommation. Mettre en œuvre des réglementations en matière de planification et des investissements à l'appui des marchés de gros, des marchés des produits frais et des détaillants du circuit informel qui fournissent des produits frais aux consommateurs, en particulier à ceux qui disposent d'un faible revenu. Mettre en place des politiques et des programmes de protection sociale pour permettre aux populations vulnérables d'accéder à des aliments riches en nutriments - ex: programmes d'alimentation et de nutrition scolaires fournissant des aliments riches en éléments nutritifs, ou des transferts monétaires conditionnels pour faciliter l'accès aux fruits et légumes frais. Introduire une législation garantissant l'achat institutionnel d'aliments aux petits agriculteurs locaux. Délimiter des zones pour les établissements de restauration rapide, en les éloignant en particulier des abords des écoles. 	
Autres	<ul style="list-style-type: none"> Introduire des stratégies et des mesures pour promouvoir, protéger et faciliter l'allaitement au sein. Contrôler la commercialisation des aliments et des boissons pour enfants. Introduire des restrictions obligatoires sur la publicité ciblée sur les enfants et sur d'autres formes de commercialisation des aliments et des boissons pour enfants. Soutenir des campagnes médiatiques d'information et des campagnes de marketing social en faveur d'une alimentation équilibrée. Soutenir des réformes visant à introduire l'éducation alimentaire et nutritionnelle dans les programmes scolaires. 	

Source: OMS, 2010; FAO, 2016; FAO, 2017; GLOPAN, 2016; HLPE, 2017; OMS, 2016; OMS/PNUD, 2018; site web de INFORMAS¹¹

¹¹ OMS. 2010. Ensemble de recommandations sur la commercialisation des aliments et des boissons non alcoolisées destinés aux enfants. www.who.int/dietphysicalactivity/publications/recsmarketing | FAO. 2016. Agir sur l'environnement alimentaire pour une alimentation saine – Résumé. Rome, Italie. www.fao.org/3/a-i6491f.pdf | FAO. 2017. Agriculture et systèmes alimentaires sensibles à la nutrition en pratique. Options d'interventions. Rome (Italie). www.fao.org/3/17848FR/17848fr.pdf | Groupe mondial d'experts sur l'agriculture et les systèmes alimentaires au service de la nutrition. 2016. Systèmes et régimes alimentaires: Faire face aux défis du 21ème siècle. Londres, R-U | HLPE. 2017. Nutrition et systèmes alimentaires. Rapport du Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition du Comité de la sécurité alimentaire mondiale, Rome. | OMS. 2016. Politiques fiscales incitatives en matière d'alimentation et de prévention des maladies non transmissibles. www.who.int/dietphysicalactivity/publications/fiscal-policies-diet-prevention | OMS & PNUD. 2018. What legislators need to know. www.who.int/iris/handle/10665/272640 | INFORMAS (Réseau international pour le soutien à l'action, la recherche et la surveillance de l'alimentation et de la lutte contre l'obésité/maladies non transmissibles.) www.informas.org

Voici ci-dessous des exemples de ce que font les gouvernements pour modifier les environnements alimentaires dans leurs pays. Au Chili (Encadré 1), des instruments législatifs sur l'étiquetage ont été utilisés pour donner aux consommateurs la possibilité de choisir des aliments sains. Au Mozambique (Encadré 2), le gouvernement veille à garantir des repas scolaires équilibrés et liés à des achats directs auprès des agriculteurs locaux. Dans l'Encadré 3, des exemples en provenance du Canada et de l'Argentine décrivent les efforts déployés pour réduire l'utilisation dans l'alimentation d'acides gras trans produit industriellement.

ENCADRÉ 1

Faciliter le choix d'aliments nutritifs

Loi chilienne sur l'étiquetage des aliments

En juin 2016, le Gouvernement chilien a promulgué la loi sur l'étiquetage et la publicité des produits alimentaires en vue de réduire les taux alarmants d'obésité.

Non seulement, la loi prévoit l'apposition d'un octogone noir bien visible sur tous les articles alimentaires dont la teneur en éléments nutritifs critiques (sucres, sodium, calories, graisses saturées) est supérieure aux limites fixées, mais elle interdit de faire de la publicité sur ces articles aux heures où les enfants regardent la télévision, de les vendre dans les établissements scolaires, et de les donner en cadeau ou en promotion avec des jouets, des jeux ou des prix.

La loi a été introduite en plusieurs étapes pour laisser à l'industrie alimentaire le temps de s'adapter. Fin 2017, 20% des industries alimentaires avaient reformulé leurs gammes de produits sur lesquels était apposée l'étiquette noire, et 68% de la population avait modifié ses habitudes d'achats alimentaires.

ENCADRÉ 2

Offrir un environnement alimentaire sain dans les écoles

L'alimentation scolaire au Mozambique

En 2013, le Gouvernement Mozambicain, a mis en place, en collaboration avec la FAO, un nouveau programme national d'alimentation scolaire (PRONAE) basé sur l'acquisition de denrées locales, achetées directement à des organisations de petits exploitants agricoles, à des industriels et à des négociants.

Conjugué à une éducation nutritionnelle, le programme visait à améliorer la qualité des repas scolaires, à fournir des repas plus diversifiés, et à promouvoir de bonnes habitudes alimentaires. Il avait aussi pour but de créer un nouveau marché des produits frais pour les agriculteurs locaux, au profit à la fois des petits exploitants et des consommateurs. Dans sa phase initiale, des menus diversifiés comprenant des aliments frais issus de petites exploitations agricoles locales ont été introduits dans 26 écoles. Le programme est en cours de généralisation.

ENCADRÉ 3

Politiques agricoles en faveur de l'élimination des acides gras trans présents dans les aliments, au Canada et en Argentine

Les acides gras trans produits industriellement présents dans les aliments sont associés à un risque accru de cardiopathies et de décès. Pour réduire leur utilisation, les politiques agricoles peuvent promouvoir l'approvisionnement et l'utilisation d'huiles plus saines. Par exemple, en association avec ses restrictions volontaires concernant les acides gras trans, le Canada a fourni aux producteurs d'huile canadiens un appui à des activités de recherche-développement pour les encourager à produire des huiles naturellement riches en graisses non saturées. Ces huiles ont été utilisées avec succès pour remplacer celles riches en acides gras trans traditionnellement utilisées pour faire frire les aliments aux États-Unis d'Amérique et au Canada. De même, en Argentine, un accord de coopération a été mis en place pour accroître les disponibilités de matières grasses et d'huiles saines et remplacer celles à haute teneur en acides gras trans. Cet accord a joué un rôle décisif dans la reformulation des aliments vendus emballés en Argentine.

2.3 Que va-t-il se passer si nous ne faisons rien

La malnutrition est très coûteuse : les coûts associés à l'obésité représentent à eux seuls 2 billions d'USD par an, soit 2,8% du PIB mondial¹². Entre 2011 et 2025, le poids économique des maladies non transmissibles (principalement attribuable aux maladies cardio-vasculaires) passera à 7 billions USD¹³. C'est un fardeau considérable, en particulier pour les pays à revenu faible ou intermédiaire. L'une des mesures les plus rentables que les gouvernements peuvent prendre est d'investir pour mettre un terme à la malnutrition : un dollar investi dans la prévention de la malnutrition rapporte 16 USD.

2.4 Opportunités pour réformer les systèmes alimentaires

La Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition et l'Agenda 2030 pour le développement durable offrent des opportunités de réformer les systèmes alimentaires pour favoriser une alimentation équilibrée, car, dans ces deux contextes, les pays se sont engagés à éliminer la malnutrition sous toutes ses formes et à faire en sorte que personne ne soit laissé pour compte.

Le rapport *État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2018* indique que les retards de croissance et la prévalence de l'émaciation chez l'enfant ne diminuent pas suffisamment rapidement.

En outre, nous sommes confrontés à une croissance rapide du surpoids et de l'obésité dans toutes les régions du monde¹⁴. Jusqu'à présent aucun pays n'a réussi à inverser cette tendance. Il est important de surveiller et d'évaluer l'impact des politiques et des lois et de favoriser l'échange d'expériences entre les pays, pour accélérer les progrès.

¹² McKinsey Global Institute. 2014. Overcoming obesity: An initial economic analysis. Discussion paper. www.mckinsey.com/~media/McKinsey/Business%20Functions/Economic%20Studies%20TEMP/Our%20Insights/How%20the%20world%20could%20better%20fight%20obesity/MGI_Overcoming_obesity_Full_report.ashx

¹³ William A. Zoghbi et al. 2014. Sustainable Development Goals and the Future of Cardiovascular Health: A Statement From the Global Cardiovascular Disease Taskforce. *Journal of the American Heart Association*, 2014 Oct; 3(5): e000504. www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC4323800/

¹⁴ FAO, FIDA, OMS, PAM et UNICEF. 2018. L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2018. Renforcer la résilience face aux changements climatiques pour la sécurité alimentaire et la nutrition Rome, FAO. www.fao.org/state-of-food-security-nutrition/fr

Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition (2016-2025)

Les États Membres réunis à la Deuxième Conférence internationale sur la nutrition (CIN2) à Rome, en 2014 ont souligné qu'il était impératif de transformer le système alimentaire pour éradiquer la faim et prévenir toutes les formes de malnutrition partout dans le monde. www.fao.org/resources/infographics/infographics-details/fr/c/266119/. Des parlementaires venus des quatre coins du monde se sont réunis à la CIN2 et ont souligné l'importance du dialogue parlementaire pour prévenir la malnutrition.

En 2015, le Programme de développement durable à l'horizon 2030 s'est félicité des résultats de la CIN2 et a réaffirmé la nécessité d'éliminer toutes les formes de malnutrition.

En 2016, l'Assemblée générale des Nations Unies a proclamé la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition 2016-2025 (Décennie de la nutrition) et chargé l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'Organisation mondiale de la santé (OMS) de diriger conjointement sa mise en œuvre et d'élaborer un programme de travail à cette fin. www.un.org/nutrition/fr

La Décennie de la nutrition prône une augmentation des investissements nutritionnels et la mise en œuvre de politiques et de programmes visant à améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition. Sa vision est celle d'un monde dans lequel tous les acteurs du système alimentaire coordonnent leur action et renforcent leur collaboration de sorte que tous les individus aient à tout moment, à tous les stades de leur vie, accès à une alimentation abordable, variée, sûre et saine.

3. Un appel à l'action

Aucun pays au monde n'est à l'abri de la malnutrition, sous une forme ou une autre. Pour relever ce défi, chacun doit y mettre du sien : les Nations Unies, les gouvernements (et leurs ministères compétents), les communautés et les individus, le secteur privé et la société civile. Il faut créer un environnement porteur, étayé par des politiques efficaces relatives au système alimentaire qui puissent induire un changement de comportement à l'échelle sociétale. Les responsables politiques doivent prendre des décisions audacieuses pour lutter contre la malnutrition sous toutes ses formes, à défaut de quoi chacun de nous payera un lourd tribut, sous la forme d'un accroissement de la charge de morbidité, d'une élévation des taux de mortalité, d'une augmentation des pertes économiques, et d'une dégradation de l'environnement plus rapide et plus étendue. Compte tenu de l'urgence de la situation, il est temps que les gouvernements agissent de manière responsable.

La Décennie de la nutrition nous offre une opportunité sans précédent de soutenir des actions et des investissements adaptés à chaque contexte. Dans le cadre de la Décennie de la nutrition, les gouvernements sont invités à prendre des engagements spécifiques, mesurables, accessibles, réalistes, et limités dans le temps (SMART), et à mettre en œuvre le programme de travail de la Décennie.

Les parlementaires sont bien placés pour faciliter la mise en œuvre des engagements pris par les pays à la CIN2, dans le cadre de la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition (2016-2025), afin de prévenir toutes les formes de malnutrition grâce à la transformation des systèmes alimentaires, et pour obtenir des principales parties intéressées qu'elles rendent compte de leur action.

DÉCENNIE DES NATIONS UNIES
ACTION POUR LA NUTRITION
2016-2025

Site web: www.un.org/nutrition/fr
Guide: www.fao.org/documents/card/fr/c/CA1505EN/

Nous remercions la Coopération Espagnole pour le soutien financier
à la traduction, mise en page et impression de ce document.



Certains droits réservés. Ce(tte) œuvre est mise à disposition
selon les termes de la licence CC BY-NC-SA 3.0 IGO